

Mercredi (matin) 11 juin 2014

Direction des finances

132 2014.0699 Motion 109-2014 CFIN-11 (Iseli, Zwieselberg)

Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en oeuvre

N° de l'intervention: 109-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 30.05.2014
Déposée par: CFIN (Iseli, Zwieselberg) (porte-parole)
CHS (Rhyn, Zollikofen)
Cosignataires: 3
Urgence accordée: le 05.06.2014
N° d'ACE: 744/2014 du 10 juin 2014
Direction: Direction des finances

Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. mettre en œuvre sans délai et de façon systématique les recommandations tirées du rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale » ;
2. élaborer de toute urgence une stratégie TIC globale à partir du rapport d'audit (recommandation A 01) ;
3. instituer avant fin 2014 une délégation TI chargée, avec le concours d'une délégation du Conseil-exécutif, de la direction stratégique TIC dans le canton (recommandation A 02) ;
4. accorder une importance supérieure à l'introduction d'un système ERP (recommandation G 01) ;
5. mettre en place une direction de projet adéquate, externe et indépendante, dotée de larges compétences pour la mise en œuvre (au moins) des points 1 à 3 ;
6. adjuger la direction de projet en étroite concertation avec la Commission de gestion (CGes) et la Commission des finances (CFin) du Grand Conseil. Les deux commissions seront en particulier consultées pour le choix du ou de la mandataire et la définition précise du mandat ;
7. faire en sorte que la direction de projet rende régulièrement compte à la CGes et à la CFin (premier compte rendu au 30 novembre 2014).

Développement

L'adoption de la motion CFIN/CHS intitulée « Audit indépendant de l'informatique » a donné lieu à l'élaboration d'un rapport détaillé. Le rapport commandé par le Grand Conseil a révélé de graves insuffisances dans l'informatique de l'administration cantonale. L'examen a en particulier dévoilé des déficiences substantielles dans la direction stratégique de l'informatique. Il a également révélé que les Directions ont pour habitude de défendre leur pré carré : les synergies interdirectionnelles sont sous-exploitées et de nombreuses exceptions permettent de contourner les quelques efforts de normalisation existant.

L'élaboration du rapport d'audit a montré que recourir à des tiers présente de gros avantages, en particulier l'indépendance. Il serait bon de confier également le suivi de cet important chantier à une entreprise externe appropriée.

Le suivi rapproché par les anciennes CHS et CFIN durant l'élaboration du rapport s'est également avéré efficace. C'est pourquoi il serait utile que la haute surveillance parlementaire accompagne aussi la mise en œuvre. La situation financière du canton de Berne ne nous permet pas de rester les bras croisés – le potentiel d'économies se situe entre 28 et 50 millions de francs par an. La CGes et la CFin sont prêtes à accompagner ces travaux comme leurs prédécesseuses l'ont fait avec le rapport d'audit.

Motivation de l'urgence :

L'audit indépendant de l'informatique a mis en évidence d'importantes imperfections et un impérieux besoin de les corriger. En adoptant rapidement la présente motion, le Grand Conseil montre clairement qu'il soutient le Conseil-exécutif dans la réorganisation des TIC selon les recommandations du rapport d'audit.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Points 1 à 5 et 7

Le Conseil-exécutif adhère à l'avis exprimé par les auteurs de la motion, à savoir que les recommandations tirées du rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale » doivent être mises en œuvre sans délai et de façon systématique (point 1 de la motion). C'est d'ailleurs ce qu'il a affirmé dans son communiqué de presse du 4 avril 2014¹. La mise en œuvre des 46 recommandations est toutefois ambitieuse et complexe. Pour ce projet, le Conseil-exécutif, l'administration, mais aussi le parlement, vont pendant des années être confrontés à des questions novatrices et à d'exigeants travaux de conception et de projet. Il est donc indispensable de prévoir un pilotage professionnel du projet global, qui déterminera l'ordre de priorité dans lequel les différentes recommandations devront être mises en œuvre. Dans leur rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale », les experts indépendants d'AWK Group, le responsable de projet externe, considèrent que l'élaboration d'une stratégie TIC est une condition absolument indispensable à la suite des travaux et placent le développement d'un système ERP au niveau de priorité le plus élevé. Les exigences formulées aux points 2 et 4 de la motion recoupent donc l'appréciation d'AWK, à laquelle le Conseil-exécutif se rallie d'ailleurs aussi. Quant à la stratégie ERP, la Direction des finances y travaille déjà depuis l'automne 2013.

Il sera décisif pour le succès du projet – avis partagé par AWK – que les travaux de mise en œuvre soient portés tant par le Conseil-exécutif que par le niveau supérieur de l'administration. Le Conseil-exécutif doit assumer la responsabilité générale de ce projet-clé. Aussi prévoit-il qu'une représentation de ses membres siège au comité directeur, l'organe de projet supérieur. Le Conseil-exécutif vérifie actuellement s'il est opportun que cette représentation au comité directeur soit assurée par la seule Directrice des finances ou par plusieurs conseillers d'Etat. Un projet de cette envergure nécessite impérativement – comme l'exige le point 5 – un appui extérieur assuré par une direction de projet externe. Comme il l'a fait tout au long des travaux réalisés jusque-là dans le cadre de ce projet, le Conseil-exécutif est bien entendu prêt à rendre compte en toute transparence à la CGes et à la CFin de l'état d'avancement des travaux en leur soumettant régulièrement un rapport (point 7).

Compte tenu de ces réflexions, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter les points 1 à 5 et 7 de la motion.

Point 6

Les auteurs de la motion exigent que le mandat de direction externe du projet soit mis au concours en étroite concertation avec la CGes et la CFin. Le mandat pour les travaux accomplis jusque-là dans le cadre de ce projet ont fait l'objet d'un appel d'offres public au printemps 2013, les documents d'appel d'offres ayant à l'époque été élaborés en étroite concertation avec la CFin et la CHS. Ces documents prévoyaient expressément au chiffre 7.9 que les marchés ultérieurs se référant au mandat de base pouvaient être confiés à l'adjudicataire du mandat de base en procédure de gré à gré. Dès lors, le Conseil-exécutif refuse donc de réitérer l'appel

1

http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen/suche.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2014/04/20140403_1638_regierungsrat_willinformatikkostensenken

d'offres pour la direction du projet de mise en œuvre de l'audit indépendant de l'informatique. La SA AWK Group avait remporté l'appel d'offres du printemps 2013 grâce à l'excellent rapport qualité/prix de son offre. Si maintenant on procédait à un nouvel appel d'offres pour la suite des travaux du projet, cela retarderait de plusieurs mois la désignation de la direction externe du projet et donc le démarrage des travaux de mise en œuvre, retard qu'il faut éviter selon le Conseil-exécutif. Si par ailleurs un autre soumissionnaire qu'AWK devait être retenu dans ce cadre, il lui faudrait se mettre au courant non seulement du rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale » et de ses 300 pages, mais aussi d'autres documents de base très volumineux, ce qui prendrait également beaucoup de temps. Pour permettre à une éventuelle nouvelle entreprise externe de se former intégralement à cette matière complexe et inconnue pour elle, l'administration devrait en outre lui rendre accessible une partie des éléments de base et autres informations secondaires qu'elle a transmis à AWK dans le cadre de nombreux entretiens et réunions. De plus, vu la situation spécifique du canton de Berne, il n'est pas certain qu'un nouvel acteur puisse garantir des prestations d'expertise de la même qualité que celles dont AWK fait manifestement preuve. Aussi le Conseil-exécutif ne voit-il aucun avantage à procéder à grands frais à une nouvelle mise au concours. Il prévoit donc d'attribuer à la SA AWK Group en procédure de gré à gré la direction technique générale pour la mise en œuvre des résultats de l'audit, raison pour laquelle il recommande de rejeter le point 6 de la motion. Ce procédé a été communiqué ouvertement dans le cadre de la mise au concours, et de plus, il est parfaitement correct au plan juridique. Il convient en revanche d'examiner l'opportunité de mettre au concours les mandats de direction de projet pour des sous-projets (à savoir la direction et le soutien dans le sous-projet de stratégie ERP pour lequel AWK ne s'est, selon ses dires, pas portée candidate faute d'une proximité fonctionnelle suffisante), ou d'engager pour une durée déterminée des chefs et cheffes de projet qualifiés.

Proposition du Conseil-exécutif :
Vote point par point
Points 1 à 5 et point 7 : adoption
Point 6: rejet

La présidente. Tous les bulletins ont été ramassés. Nous continuons donc tout de suite avec la motion qui été acceptée en urgence, Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre. *(La présidente agite sa cloche.)* Vous avez reçu la réponse de cette motion. Primo, nous sommes en débat réduit, je le rappelle, donc deux minutes. *(La présidente demande le calme.)* Secundo, le Conseil-exécutif est prêt à accepter les points 1 à 5. Est-ce qu'un des points entre 1 et 5 est contesté? – Non. Le point 6, on y viendra plus tard, et le point 7 n'est non plus pas contesté par le Conseil-exécutif. Est-ce que quelqu'un conteste le point 7? – Ce n'est pas le cas. Je vous prie de vous concentrer seulement sur le point 6, vu que nous sommes tous d'accord sur le reste et nous n'avons pas besoin de discuter. M. Iseli, M. le motionnaire, vous avez la parole.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Wir haben hier den Vorstoss der GPK und der FiKo auf dem Tisch, den wir in dieser Session per Ordnungsantrag nachtraktandierten. In seiner Antwort sagt der Regierungsrat, die Ziffern 1–5 und Ziffer 7 seien unbestritten. In diesem Sinn sage ich lediglich zu Ziffer 3 etwas, weil dazu die Antwort etwas verschwommen ausfiel. In Ziffer 3 fordern wir ganz klar, dass die strategische Führung der IT-Delegation beim Regierungsrat liege. Die Meinung der GPK und der FiKo ist, dass eine Dreierdelegation des Regierungsrats die Führung übernehmen und dies zur Chefsache erklären solle. Zu Ziffer 6, die der Regierungsrat zur Ablehnung beantragt, entspricht seine Antwort eigentlich der Meinung der Motionäre. Die Formulierung der Ziffer mag vielleicht etwas unglücklich sein, indem wir fordern, die externe Projektleitung einmal mehr auszuschreiben. Mit der AWK-Gruppe

haben sowohl die GPK als auch die FiKo kein Problem; wir wissen um die Kompetenz dieser Organisation. Also sind wir auch voll einverstanden, dass die Folgeprojekte, die nicht im Rahmen des UPI-Berichts erarbeitet wurden, bei der AWK-Gruppe bleiben und wir da keine weiteren Massnahmen und Ausschreibungen fordern.

Hingegen schreibt der Regierungsrat, dass auch Teilprojekte des Projekts selbst noch nicht durch die AWK Group unterstützt würden. Somit fordern wir in dieser Ziffer eine öffentliche Ausschreibung. Müssen also weitere Teilprojekte vergeben werden, möchten die GPK und die FiKo einbezogen werden. Zögen wir jetzt diese Ziffer zurück, würden wir damit erklären, dass wir an der weiteren Auswahl nicht mehr teilnehmen möchten. Deshalb erhalten wir sie aufrecht, sind aber mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden und hoffen auf dessen Verständnis. Ich bitte Sie, diese Motion in allen Ziffern zu überweisen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP steht voll und ganz hinter diesem Vorstoss, auch hinter Ziffer 6. Aufgrund der Reaktionen des Regierungsrats auf den UPI-Bericht war uns klar, dass wir nochmals nachstossen müssten. Deshalb danke ich noch der alten Finanzkommission, dass sie die Legislatur nicht einfach «het la usplampe», sondern das heisse Eisen nochmals anpackte. Als der Bericht erschien, sagte Frau Regierungsrätin Simon, für sie als Regierungsrätin sei er eine Richtschnur. Das heisst für uns so viel wie: «Als Regierungsrat setzen wir das um, was uns dünkt.» Darum ist es wichtig, nochmals nachzuhaken. Wollen wir den Bericht nämlich umsetzen, soll er greifen, bedeutet das eine Art Paradigmenwechsel, ein Wechsel der Strategie in der Informatik der Kantonsverwaltung, und das ist also eine relativ grosse Kiste.

Deshalb sind wir nicht einverstanden damit, dass der Regierungsrat die Motion als Richtlinienmotion bezeichnet. Nehmen wir sie an, sind zumindest ein Teil der Ziffern keine Richtlinien. Es liegt nicht einfach im Ermessen des Regierungsrats, wie er die Ziffern umsetzen will. Vor allem betrifft dies die Ziffern 2, 3 und 5. Anhand von Ziffer 3 erläutere ich, wie das aus unserer Sicht gemeint ist. Darin geht es um die Empfehlung Nr. A 02 im UPI-Bericht. Bei dieser Empfehlung kann man folgenden Kernsatz lesen: «Gegenwärtig liegt diese Verantwortung beim Regierungsrat, dessen Aufgaben- und Verantwortungsspektrum es aber verunmöglicht, sich konsequent um die Umsetzung der strategischen Vorgaben zu kümmern. Entsprechend wird empfohlen, diese strategisch-taktische Steuerung der ICT einem gesamtstaatlichen Gremium zuzuweisen.» Diesem gesamtstaatlichen Gremium muss sicher auch eine Delegation des Grossen Rats angehören. Wir sind für Annahme der ganzen Motion.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich rede hier einerseits als Mitmotionär, weil Hans-Jörg Rhyn als ehemaliger Präsident der GPK, früher OAK, nicht mehr dem Rat angehört, und zweitens als Fraktionsvertreter der SVP. Vorerst danke ich recht herzlich für die Antwort des Regierungsrats auf die Richtlinienmotion, wonach er gewillt ist, alle Ziffern mit Ausnahme von Ziffer 6 auch hier im Rat unterstützen zu helfen und durchzuwinken. Ich bin mir bewusst, dass eine Richtlinienmotion vom Regierungsrat etwas eigenwillig umgesetzt werden kann. Genau deswegen meinten die FiKo und die heutige GPK – damals OAK –, man möchte in Bezug auf Ziffer 6 auch weiterhin «der Mähre zum Oug luege». Das ist kein Misstrauensantrag, aber doch ein Zeichen, dass wir im Fall, dass uns bei der Umsetzung etwas als nicht richtig erschiene und wir dort noch Handlungsbedarf sähen, in einem Gespräch Einfluss nehmen könnten. Ich betone: in einem Gespräch. Liebe Kolleginnen und Kollegen im Grossen Rat, ich empfehle Ihnen persönlich als Mitmotionär und im Namen der SVP, die ganze Motion in allen Ziffern anzunehmen, auch in Ziffer 6.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die OAK, also die jetzige GPK, und die FiKo warteten gespannt auf die Antwort des Regierungsrats zum Bericht über die Überprüfung der Informatik. Wir waren denn ein wenig enttäuscht von der Medienmitteilung; der Regierungsrat konnte nicht überzeugend aufzeigen, dass er die Defizite angehen will, und zwar rasch. Die Antwort fiel fast ein wenig zögerlich und unverbindlich aus. Darum liegt jetzt diese Richtlinienmotion auf dem Tisch, mit der wir nachzuhelfen versuchten. Wir müssen jetzt den durch die Überprüfung ausgelösten Schwung nutzen. Immerhin waren doch grosse Mängel festgestellt worden und wurde aufgezeigt, dass ein Sparpotenzial bestünde. Geschätzter Regierungsrat, nutzen Sie diesen Schwung, setzen Sie die Empfehlungen um! Auf Dauer wird es nicht bloss günstiger sein, sondern die Aufgaben können effizienter und zeitgemässer umgesetzt werden.

Die Grünen sind jetzt mit der Antwort des Regierungsrats zu der Richtlinienmotion einverstanden und werden allen Ziffern zustimmen. Ziffer 6 wird der grösste Teil von uns ablehnen, weil wir den

Eindruck haben, der Regierungsrat könne – wie er es beschreibt – da autonomer und rascher handeln. Die Grünen lehnen also Ziffer 6 ab, wie es der Regierungsrat in seiner Antwort beantragt.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ich darf daran erinnern, dass bei den Direktionsbesuchen 2012 die Frage der Informatik eingehend behandelt wurde. Wer schon länger dabei ist, mag sich erinnern, dass damals Kollege Matthias Tromp das Schwergewicht in den einzelnen Direktionen auf die Informatik legte und das Problem mehrmals aufgriff. Daraus entstand diese FiKo-/OAK-Motion zur Überprüfung der Informatik. Anfang April wurde uns der entsprechende Bericht vorgestellt. Er bestätigt die Feststellungen der FiKo, attestiert der Verwaltung eine gute EDV-Qualität, doch seien in den einzelnen Direktionen in verschiedenen Bereichen unterschiedliche Einzellösungen zur Anwendung gekommen. Setzt man die Motion um, kann man – wie aus dem Bericht ersichtlich – jährlich je nach Umsetzungsgrad zwischen 28 und 50 Mio. Franken sparen. Doch muss man sich bewusst sein, dass dies Investitionen zwischen 20 und 45 Mio. Franken erfordern würde, die wir zu bewilligen und tätigen bereit sein müssten.

In der berühmten Ziffer 6 haben, glaube ich, die OAK und die FiKo zum Regierungsrat inhaltlich keine Differenz. Beide Parteien wollen, dass die Firma AWK, die den Bericht erstellte, jetzt die Arbeit auch weiterführt. Sie haben sehr viel Know-how, führten sehr viele Befragungen durch und verfügen über sehr viele Informationen. Das müssen wir nutzen; es wäre schade, wenn wir davon nicht profitierten und den Auftrag einer anderen Firma, die es zweifellos gäbe, übertrügen. Darum ist es sinnvoll, dass die Firma AWK die Projektarbeiten weiterführt. Der Bericht zeigt klar auf, dass zwingend mehrere Regierungsräte in das Projekt involviert werden müssen, um überhaupt zu einer einheitlichen Strategie zu gelangen. Die BDP-Fraktion unterstützt die FiKo-Motion, in Ziffer 6 mehrheitlich den Antrag der Regierung auf Ablehnung. Doch möchten wir auch, dass die OAK respektive GPK und die FiKo weiterhin involviert wären.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann es kurz machen, vieles wurde bereits gesagt. Ich möchte nur daran erinnern, dass es gesamthaft ein enormes Optimierungspotenzial bei der ICT im Kanton gibt. Im 300-seitigen Bericht sind 46 Empfehlungen in 9 Schwerpunkte gruppiert, die ein jährliches Sparpotenzial von mindestens 25 Mio. Franken beinhalten. Das ist kein Pappenstiel. Ich komme noch rasch auf Ziffer 3 und Ziffer 6 der Motion zu sprechen. Eine der ersten Empfehlungen ist, dass die ICT eine klare Führungsstruktur erhalten sollte. Das ist, was wir in Ziffer 3 fordern. Ich kann das Beispiel aus St. Gallen anführen, das in diesem Buch ebenfalls aufgeführt ist. Dort wurde die Reorganisation der ICT zur Chefsache erklärt, die Regierungsräte waren involviert als Leader der Reorganisation. Wir möchten, dass diese Empfehlung auch im Kanton Bern beherzigt wird. Betreffend Ziffer 6 bin ich mit Jürg Iseli einverstanden, dass die GPK und FiKo klar einzubeziehen sind. Das war grundsätzlich der Zweck der Ziffer. Wir sind damit einverstanden, dass da nicht ganz neu ausgeschrieben wird. Wir wollten Druck erzeugen, was uns offenbar gelungen ist. Wichtig ist, dass die Motion jetzt überwiesen wird als Signal an die Regierung, damit es jetzt endlich vorwärts geht. Die glp stimmt der Motion in allen Ziffern zu.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP-Fraktion unterstützt diese FiKo-Motion und findet es gut, dass ein gewisser Druck aufrechterhalten wird, um dieses Problem zu lösen. Ziffer 1–5 und Ziffer 7 überweist die FDP gemäss Antrag Regierungsrat. Bezüglich Ziffer 6 haben wir unsere Bedenken, weil wir damit doch sehr tief in den operativen Bereich eingreifen würden. Hier möchten wir uns heraushalten, weshalb wir diese Ziffer mehrheitlich nicht unterstützen werden. Allgemein Ja, aber bezüglich Ziffer 6 eher Nein.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Eigentlich könnte ich mein Votum ganz kurz halten, denn nachdem man all die Rednerinnen und Redner gehört hat und auch aus den Antworten des Regierungsrats ist ja ersichtlich, dass wir keine riesigen Differenzen haben. Ich werde kein langes Votum abgeben, doch ist mir wichtig, zwei, drei Sachen trotzdem noch zu sagen, weil es eigentlich ein abendfüllendes Thema ist. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, das wird uns noch einige Male beschäftigen, sowohl den Regierungsrat wie auch Sie.

Ich teile das Anliegen der Motionäre, dass die Empfehlungen aus dem UPI-Bericht rasch und vollumfänglich umgesetzt werden sollen. Will man aber 46 Empfehlungen seriös umsetzen, braucht es dafür halt auch eine gewisse Zeit. Dafür bitte ich um Verständnis. Anfang April wurde der Bericht der GPK und der FiKo vorgestellt. Danach machte ich mich mit meinen Leuten sofort an die Arbeit, verfasste einen Bericht, wie die Sache anzugehen wäre, und befasste auch den Regierungsrat

damit. Er hat einfach noch nicht entschieden; wir stecken noch in den Diskussionen, weil es doch noch Diverses zu bereinigen gibt. Aufgrund der Gespräche mit Mitgliedern des Grossen Rats nachdem die Motion eingereicht worden war, spürte ich klar, dass das Hauptanliegen der Grossrätinnen und Grossräte war, Druck aufzusetzen, damit das Problem rasch angegangen werde. Wie gesagt, nahm ich es tatsächlich sofort in Angriff. Aber ich spürte auch noch etwas anderes. Im Bericht ist zu lesen, man könne Geld sparen – ziemlich hohe Beträge. Nach meiner Interpretation der Gespräche ist primär ein grosses Anliegen, so rasch als möglich Geld zu sparen. Das wollen wir auch. Aber lesen Sie den Bericht gründlich! Darin steht nämlich, wir müssten zuerst investieren, und zwar ziemlich viel mehr, bevor wir sparen könnten. Müssen wir die Investitionen tätigen, werde ich darauf angewiesen sein, dass Sie diese umsetzen helfen.

Der Regierungsrat nimmt ausser Ziffer 6 ja alle Anliegen als Motion an. Ziffer 6 lehnen wir ab, weil etwas gefordert wird, was wir so nicht erfüllen können. Da steht nämlich: «Die Ausschreibung der externen Projektleitung hat in enger Absprache mit der GPK und der FiKo zu erfolgen. Diese sind namentlich bei der Auswahl der Auftragnehmerin und beim Verfassen des präzisen Auftrags beizuziehen.» Das ist aber eigentlich schon erledigt. Und für die Zukunft – das ist in der regierungsrätlichen Antwort sehr ausführlich erläutert – hat der Regierungsrat es so aufgegleist, dass auch die Folgeaufträge das Unternehmen bekommen sollte, welches bereits Vorarbeiten geleistet hat. Es ergibt keinen Sinn, wieder bei Null anzufangen. So gesehen haben wir eigentlich keine Differenz. Auch aufgrund der Aussagen des FiKo-Präsidenten Jürg Iseli habe ich das festgestellt. Mir stellt sich aber das Problem, dass der Regierungsrat seine Antwort aufgrund des schriftlichen Antrags verfasste. Jetzt habe ich nicht die Zeit, ihn anzufragen, ob ich diesbezüglich die Antwort abändern könnte. Ich glaube, Sie verstehen mich; Sie spüren auch, dass wir wünschen, dass die AWK weiterhin für uns arbeitet, weil sie gute Arbeit geleistet hat. Ohne Rückfrage kann ich die Antwort nicht abändern, aber Ihnen versichern, dass dies auch in unserem Interesse ist. Die Formulierung mag nicht optimal sein, doch wollen wir nun ja nicht beginnen, Erbsen zu zählen, sondern Probleme lösen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung der Motion

La présidente. Nous allons faire deux votes. Puisque les points 1 à 5 et le point 7 n'ont pas été contestés, je prendrai cela de manière groupée. Puis, nous voterons sur le point 6 séparément. Donc, ceux qui acceptent les points 1 à 5 et le point 7 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (points 1–5 et point 7)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 145

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ces points à l'unanimité. Nous passons au deuxième vote sur le point 6. Ceux qui acceptent le point 6 votent oui, ceux qui refusent le point 6 votent non.

Vote (point 6)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 101

Non 41

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté ce point 6.